

voyés de la Deutsche Bank à Hugo Schmidt, reversés à la banque Amsinck, et vous avertissez la Banque Royale du Canada d'avoir à les verser partie au compte de Charles Humbert, partie au vôtre. Tout se suit.

Les achats de papier

Le colonel continue l'examen du voyage en Amérique. Tout d'abord il rappelle que M. Charles Humbert nie avoir chargé Bolo d'y faire un achat de papier.

- Il a menti, dit Bolo.
- Il le maintient.
- Il ne le maintiendra pas ici.

Bref, Bolo arrive trouver Pavenstedt, lui déclare qu'il lui faut 10 millions et montre son contrat avec Charles Humbert, qui passe ainsi pour la « personnalité politique importante ». L'attorney général a vérifié les faits. L'entretien avec Pavenstedt est du 24 ; le 26, Bernstorff télégraphiait à de Jägow.

— Voyons, dit Bolo, d'après le contrat c'est Charles Humbert qui détenait les titres. Comment alors Pavenstedt peut-il dire que je les lui donnais en nantissement ?

— Pardon, interrompt le lieutenant Mornet ; Pavenstedt a dit que les titres en nantissement étaient déposés dans une banque en France. Et cela concorde très bien avec le contrat.

— Enfin, dit le colonel, le 28 Berlin répond et Hugo Schmidt verse les 1.400.000 dollars. L'affaire avait marché si rondement, — 10 millions en quelques semaines — que Pavenstedt en était émerveillé. Aussi quel bon dîner chez Sherry ! 500 francs par tête !... Vous déclarez vous-même à Pavenstedt que jamais il ne dut y en avoir de plus cher.

Bolo hausse dédaigneusement les épaules.

— Vous me voyez disant cela devant mes invités !

La crainte de l'impôt sur le revenu

Mais Bolo n'en a pas fini avec les questions.

Comment admettre, demande le lieutenant Mornet, que Bolo ait pu mettre toute sa fortune à Hambourg et Anvers sans en garder le moindre reçu ?

— Mais, s'écrie Bolo, j'ai tout déclaré à cause de l'impôt sur le revenu.

— Ah bah !

— Mais oui. Quand j'ai entendu Caillaux parler de l'impôt sur le revenu, j'ai dit : « Toi, Caillaux, tu ne m'auras pas. » (Langue hilariée.) Et j'ai pris si bien toutes mes précautions que même un expert comme Doyen n'a rien pu trouver. (Rires.)

Mais quand c'est devenu un devoir national, j'ai déclaré 275.000 francs de revenu. C'est la preuve que la fortune existait.

M. Albert Salles répète qu'il se fait fort de prouver et les mensonges et les faux de Pavenstedt.

— Quant à la haute personnalité politique, dit-il, on a nommé Bolo ; c'est absurde. On parle aujourd'hui de M. Charles Humbert. Il en est une troisième qui serait plus vraisemblable : c'est M. Caillaux.

M. Mornet. — Demandez à votre client, il est là. Pour nous, nous ne sommes pas en mesure de vous répondre aujourd'hui.

Reprenant sa lecture, Bolo raconte comment il entra dans la combinaison du Journal.

— Ce n'est pas moi qui y suis allé, dit-il, c'est M. Dumesnil qui, deux fois, est venu me chercher, et, la troisième fois, Humbert. Comment l'Allemagne eût-elle pensé à faire par moi un marché déjà conclu avec Lenoir ?

LA DÉPOSITION DE L'EXPERT DOYEN

C'en est fini de l'interrogatoire. On entend M. l'expert Doyen dont la déposition merveilleusement claire et précise produit une profonde impression.

Tout d'abord M. Doyen rappelle la mission qui lui fut confiée par le capitaine Bouchardon : 1° rechercher si, en 1915, Bolo avait reçu de Suisse des fonds suspects ; 2° quelle pouvait être l'origine véritable des dix millions transférés d'Amérique en 1916.

Bolo reconnaît qu'en 1905 il n'avait aucune fortune. Mme Muller, elle, avait 2.500.000 francs de fortune mobiliisable, 500.000 francs d'actions de la société Richard-Muller, un usufruit représentant une rente annuelle de 47.000 francs.

Comment ces 2.500.000 francs sont-ils devenus dix millions en 1916 ?

La thèse de Bolo réfutée

Bolo prétend avoir si bien fait fructifier la fortune qu'en 1914 il avait six millions à la banque Meyer d'Anvers, lesquels transférés à la banque Amsinck de New-York se changèrent en dix millions.

Citons le texte du rapport Doyen :

Refusant de s'incliner devant les preuves irréfutables émanant des pièces annexées au rapport des « chartered accountants », l'inculpé persiste à soutenir que les fonds versés à son crédit chez Amsinck et Cie lui appartenaient, et qu'ils venaient, non pas de la Deutsche Bank, mais de la banque Meier Behrens d'Anvers et Hambourg, où il avait toute sa fortune avant la guerre. Il a fourni, à ce sujet, une suite d'explications fort confuses et difficilement intelligibles. Ce qu'on en peut saisir, abstraction faite des variantes, se réduit en somme à ceci : Bolo prétend qu'à son retour de La Havane, en mars ou avril 1914, il avait pris, vis-à-vis de la banque Amsinck de New-York l'engagement de participer pour 6 millions de francs à la souscription de la fraction du capital de la banque nationale de Cuba réservée au groupe américain. Mais la guerre survint sans que ce projet pût être réalisé. Désireux de rapatrier ses fonds bloqués chez Behrens, Bolo avait, dit-il, écrit à la banque Amsinck, pour obtenir son concours à ces fins. Il

n'avait eu aucune réponse, lorsque, en décembre 1914, il reçut la visite d'un de ses agents qui lui présenta à signer une traite en bloc, que Bolo accepta, payable chez ses banquiers, MM. Behrens et fils. Sans doute, Amsinck et Cie ont-ils anticiqué cette traite, de façon à lui donner les apparences d'un effet souscrit avant la guerre ; ce qui est certain, en tous cas, dit Bolo, c'est que cela leur permit d'obtenir de la banque Behrens la remise des fonds qu'elle détenait lui appartenant. Cette remise a dû leur être faite avant mars 1915. Mais ces faits, s'ils étaient connus en Allemagne, exposeraient la succursale allemande d'Amsinck et Cie à des poursuites pour commerce avec l'ennemi. Aussi Pavenstedt dut-il, pour sauver sa maison, inventer la version qu'il a produite devant la justice américaine. En réalité, conclut Bolo, tout ce qu'a raconté ce témoin est contraire à la vérité et les écritures de la maison Amsinck ont été truquées pour donner une apparence de crédit à son récit mensonger.

Ces explications ont été fournies par Bolo sur le ton et avec les apparences extérieures d'une grande sincérité. L'expert les réfute ainsi :

La version qu'il présente n'a pas seulement contre elle, en même temps que toutes les invraisemblances, le témoignage très clair et très net de Pavenstedt, elle est de plus (et c'est là ce qui est essentiel) formellement démentie par la comptabilité de la banque Amsinck, qui n'a pu être faite pour les besoins de la cause et qui constate l'entrée des 1.683.500 dollars à son crédit, non, comme il le prétend, en mars 1915, mais en mars et avril 1916. Cette même comptabilité mentionne en outre que les 1.683.500 dollars dont il s'agit viennent non de la Banque Behrens, mais de la Guaranty Trust Cy et de la National Park Bank.

Bolo, à la vérité, ne se laisse pas démonter pour si peu, et, comme ces écritures sont sa condamnation, il se borne à répondre que ce sont des faux.

Mais il n'y a pas que les écritures de la Guaranty Trust Cy et de la National Park Bank, lesquelles attestent que les 1.683.500 dollars dont il s'agit ont été versés chez Amsinck et Cie en mars et avril 1916, et que ces versements ont été opérés d'ordre de Hugo Schmidt, pour le compte de la Deutsche Bank de Berlin. Bolo soutiendrait-il que les documents émanés de ces deux grandes banques américaines sont aussi des faux ?

Il ne va tout de même pas jusque là. Mais, poussé dans ce dernier retranchement, il invente une nouvelle défense et voici ce qu'il soutient :

La banque Amsinck, qui, au début de 1915, n'hésitait pas, de complicité avec la puissante banque Behrens, à trahir les intérêts allemands pour rapatrier, d'Anvers ou de Hambourg, la fortune du Français Bolo, cette même banque, un an plus tard, aurait imaginé toute une combinaison machiavélique pour le perdre. Au lieu de lui rendre sa fortune, elle l'aurait transférée à la Deutsche Bank ; puis la Deutsche Bank, à son tour, l'aurait restituée à Amsinck, par la double voie de la Guaranty Trust Company et de la National Park Bank, en mars 1916, et grâce à ce transfert les fonds de Bolo acquerraient une origine suspecte, permettant aux Allemands de susciter contre lui l'accusation de trahison dont il est aujourd'hui la victime. Et c'est ainsi que l'Allemagne aurait réussi à se venger de tout ce qu'il a fait pour la France en tentant de ramener le khédive aux Alliés !

De justifications, il ne put en apporter qu'une, la garantie de M. Caillaux. Celui-ci déclara qu'à sa connaissance Bolo aurait fait au Venezuela et en Colombie des bénéfices considérables, aurait eu à Anvers des fonds importants avant la guerre pour la banque de Cuba.

M. Doyen rechercha des précisions. Bolo aurait eu des fonds à la banque Brune ; les livres sont muets à cet égard. Il aurait gagné 500.000 francs dans les mines de Serbie ; il n'a jamais pu donner le nom d'une mine. Il aurait eu un million dans la Croix-Rouge de Serbie ; l'émission que celle-ci avait été autorisée à faire a complètement échoué et les syndicataires ont perdu tout l'argent engagé. Dans l'affaire des émeraudes de Colombie, Bolo a touché des bons colombiens, rien d'autre.

Donc, de 1904 à 1916, sa fortune n'a pu s'accroître de 3.500.000 francs. Au contraire, ses opérations s'élevaient à 1.180.000 francs de pertes. Les revenus du ménage n'étaient que de 150.000 fr.

Ils en dépensaient 300.000, d'où un prélèvement de 150.000 francs par an, soit 1.200.000 francs. Total : 2.218.000 francs de pertes. Ni compte de banque, ni document, ni récépissés susceptibles de prouver que Bolo avait une fortune.

En 1915, il était à court d'argent, sous le coup d'une poursuite en 500.000 francs de M. Loubet, d'Oléron. Le syndicat de la banque du Venezuela ne s'était jamais formé. Donc les 500.000 francs ne pouvaient rester dans les mains de Bolo.

Tout cela est si net que Bolo tente en vain de le réfuter. Et c'est toujours la même thèse : si on ne trouve aucun document, c'est qu'il a tout enlevé pour rouler Caillaux et son impôt.

En quelques mois, M. Doyen précise les pertes.

En 1904, avant son mariage, Mme Muller a obtenu un crédit de 295.000 francs de M. Darraq pour les dépenses du ménage. Bolo, sur une opération de Bourse avec M. Darraq, a perdu 175.000 francs.

Il a prêté à la princesse Louise de Belgique 125.000 francs jamais remboursés.

Il a fait don à la Croix-Blanche de Genève de 100.000 francs.

Il a perdu 100.000 francs à la banque de Cochinchine.

Il a perdu 80.000 francs dans l'affaire du Sparmol ; 35.000 francs dans une affaire d'automobile ; 118.000 francs chez l'agent de change M. Pigeart ; à la Société Générale et ailleurs, 77.000 francs. Soit au total 1.093.000 francs, réduits à 1.018.000 francs par un gain de 75.000 francs.

Pourtant, en 1915 et 1916, Bolo dépose au Crédit Lyonnais et à la banque Périer, 880.000 francs.

Cavallini lui apporte un million dans les circonstances que l'on sait. Alors Bolo remet 532.000 francs à M. Loubet, 150.000 francs au Journal *Le Rappel*, 20.000 francs à M. Dumesnil, 60.000 francs au *Cri de Paris*, 43.750 francs à M. Humbert pour frais en participation.

Et l'on aborde son rôle au Journal, où il remet 5.500.000 francs pour l'achat de 1.000 actions.

Les fonds — l'enquête de l'attorney général l'a établi par les dépêches Bernstorff, les dépositions Pavenstedt, Schmidt, et autres — proviennent de l'Allemagne.

Ceci, les documents le prouvent par eux-mêmes. Le 6 mai 1916, Bolo télégraphie à la banque : « Vous allez recevoir une somme dont Pavenstedt connaît le montant. » C'est l'aveu. Le 23 mai, la Deutsche Bank verse 700.000 dollars à la banque Amsinck, par ordre de Berlin. Ceux-ci sont expédiés à la Banque Royale du Canada, où Bolo en spécifie l'emploi : une part pour l'achat du Journal ; l'autre part pour lui. La preuve est faite.

Et cette fois, Bolo ne trouve plus rien à répondre.

Un démenti du « Matin »

Le *Matin* a adressé hier, à la fin de l'après-midi, la lettre suivante au commandant Jullien, commissaire du gouvernement près le 3^e conseil de guerre :

5 février 1918.

Monsieur le Commissaire,

Aujourd'hui 5 février, au cours de son interrogatoire, Bolo a déclaré en substance aux juges du 3^e conseil de guerre :

« Je suis parti en Amérique en février 1916 pour y acheter du papier journal pour le *Matin* et le *Journal* ».

En ce qui nous concerne, nous opposons à Bolo le démenti le plus formel.

Jamais Bolo n'a reçu du *Matin* une mission quelconque.

Veuillez agréer, etc.

Nous avons déjà fait observer qu'à notre connaissance, en 1916 le *Journal* n'avait pas acheté davantage de papier en Amérique. Pour l'intelligence et la clarté des débats qui vont suivre, il ne serait peut-être pas inutile — et il est facile de le vérifier.

L'AFFAIRE DES CARBURES

(Deuxième audience)

Un public assez nombreux se trouvait déjà dans la salle du 1^{er} conseil de guerre lorsque, à deux heures et demie, MM. Gall et Giraud-Jordan — les inculpés de l'affaire des carbures — y pénétrèrent à leur tour.

Les deux industriels sont des accusés libres. C'est donc le plus simplement du monde qu'ils traversèrent la salle et qu'ils engagèrent conversation avec leurs avocats.

A trois heures, le commissaire du gouvernement, le commandant de Meur, puis les membres du conseil de guerre étaient annoncés.

A trois heures dix, après un appel des témoins de la défense — lesquels sont priés de quitter la salle — les débats sont ouverts.

Avant de reprendre l'interrogatoire de M. Giraud-Jordan, le président pose quelques questions complémentaires à M. Gall. Celui-ci déclare en particulier :

— Nous avions un brevet, aujourd'hui expiré, de fabrication de la cyanamide. Nous avions ainsi un droit de vente en Allemagne que la Lonza ne possédait pas. La société suisse nous demanda l'autorisation d'effectuer des livraisons à l'Office de Berlin. Nous avons refusé.

« La livraison que nous lui avons effectuée est toute différente. Il s'agissait de ne pas voir résilier par un créancier mécontent des contrats très avantageux grâce auxquels nous avons pu, depuis, travailler très utilement pour la défense nationale. N'oublions pas que la dette qui nous était réclamée était le montant d'une livraison de carbure. Si ce dernier n'avait pas été transformé, nous l'aurions rendu. Nous en avons fait de la cyanamide. Nous avons remboursé en livrant une certaine quantité de cette matière. »

On reprend ensuite l'interrogatoire de M. Giraud-Jordan. L'argumentation de ce dernier ne révèle aucun fait nouveau.

A cinq heures et demie, le président propose de suspendre l'audience. M. Henri Bonnet demande que l'on remette à aujourd'hui la suite de l'interrogatoire de M. Giraud-Jordan, un certain nombre de témoins cités par la défense étant obligés de quitter Paris le soir même. Le président décide de les entendre dès la reprise de l'audience. Mais le commandant de Meur fait remarquer qu'il est illégal de procéder à l'audition de témoins quand les interrogatoires ne sont pas terminés. Il déclare qu'il se soumettra néanmoins à condition qu'il soit spécifié dans le procès-verbal des débats que les défenses s'engagent à ne pas se prévaloir de cette illégalité pour demander plus tard une annulation du jugement.

Les avocats acceptent.

Déposition de M. Lechatelier

L'audience est reprise à six heures moins cinq. Le premier témoin est introduit aussitôt. C'est M. Lechatelier, membre de l'Institut.

M. Lechatelier déclare que M. Gall est un savant de grande valeur, admiré et respecté.

— Ses travaux ont eu, déclare-t-il, des conséquences incalculables pour le pays. Un grand nombre de ses procédés scientifiques sont utilisés pour la défense nationale.

Le président demande à M. Lechatelier si, à la fin de l'année 1914, il savait que l'on peut utiliser la cyanamide dans la fabrication des explosifs.

M. Lechatelier répond que ce nouveau procédé de transformation ne lui a été révélé qu'à la fin de l'année 1915.

Déposition de M. Garraud

M. Garraud, professeur à la Faculté de Lyon, lui succède à la barre des témoins.

Il déclare :

— J'ai été étonné en apprenant que

M. Giraud-Jordan était inculpé de haute trahison. Tous ses actes l'ont rendu digne d'une famille qui compte parmi ses membres Camille Jordan, lequel joua un si grand rôle sous la Restauration, le maréchal Suchet, et tant d'autres.

M. Henri Bonnet prend la parole :

« M. le professeur Garraud est un criminaliste réputé. Personne n'est plus qualifié que lui pour nous donner des précisions sur ce qu'on entend par crime de haute trahison. »

M. Garraud réfléchit pendant quelques secondes. Et puis, penché sur la barre des témoins, se tournant tour à tour vers le Conseil et vers le commissaire du gouvernement, il parle, d'une voix forte, comme à la Faculté :

« La loi est formelle. Il faut, pour qu'il y ait crime de haute trahison, que les faits matériels accomplis l'aient été dans le dessein de trahir. Il faut que le crime soit essentiellement intentionnel. Il est certain qu'en général la trahison est déterminée beaucoup plus par le désir du lucre que par des sentiments. La trahison est toujours payée. Mais le fait d'avoir reçu de l'argent d'une nation ennemie ne justifie pas l'accusation de haute trahison. Il peut y avoir eu imprudence, erreur, calcul commercial. Il est dit dans le code militaire : « intelligences avec l'ennemi dans le but de favoriser ses entreprises. »

M. Jean Coignel, président de la Chambre de commerce de Lyon, déclare ensuite qu'il est souvent très avantageux pour un pays de continuer, même en temps de guerre, de vendre à une nation ennemie les produits qu'il ne peut écouler ailleurs.

On introduit enfin le dernier témoin, M. Falcouze, vice-président de la Société d'électrochimie de Bozel, que M. Giraud-Jordan présida jusqu'à l'ouverture de l'instruction. Il déclare que rien n'a été changé dans les méthodes de la Société, tant la direction de M. Giraud-Jordan avait été intelligente et loyale. Il fait remarquer en particulier que le gouvernement français passe des commandes à la société suisse la Lonza, alors qu'il est interdit aux industriels français de traiter directement avec elle. L'audience est levée à sept heures.

L'Agence littéraire française vient de prendre une initiative intéressante en se chargeant de l'examen, et, le cas échéant, du placement de toute production littéraire, romans, nouvelles, études, etc.

Le brillant auteur du *Roman de l'Autel*, M. Marcel Berger, a été appelé aux fonctions de directeur littéraire de l'agence.

A la Chambre

LA JUSTICE MILITAIRE

L'interpellation de M. Renaudel sur l'organisation de la justice militaire a été déposée hier. Le gouvernement, par la voix de M. Clemenceau, s'est mis à la disposition de la Chambre pour la discussion. Cette discussion a été fixée à vendredi. On y a joint une interpellation de M. Gruet sur le même sujet.

LES PENSIONS

La Chambre a alors achevé l'examen de la loi des pensions. Il a été décidé, par un texte additionnel, que le militaire qui, par suite de ses blessures, ne peut exercer son ancien métier aura droit à un secours de l'Etat pour refaire son apprentissage. L'allocation sera de 2 francs par jour, sans qu'elle puisse être totalisée avec le salaire, à moins que le salaire ne dépasse 5 francs. On a alors adopté la loi à l'unanimité de 488 votants.

L'AFFAIRE CAILLAUX

Dans la matinée, le capitaine Bouchardon a recueilli, dans l'affaire Caillaux, la déposition d'un sergent d'infanterie. L'après-midi, il a entendu un capitaine. A l'issue de cette audition, le capitaine-rapporteur a confronté le soldat automobiliste qu'il avait entendu la veille avec une dame dont le nom ne nous a pas été révélé.

L'AFFAIRE MALVY

La commission d'instruction de la Cour de Justice réunie, hier, sous la présidence de M. Monis, a poursuivi l'audition de M. Léon Daudet.

Cette déposition, qui a duré cinq heures, sera continuée cet après-midi.

APRÈS LE RAID

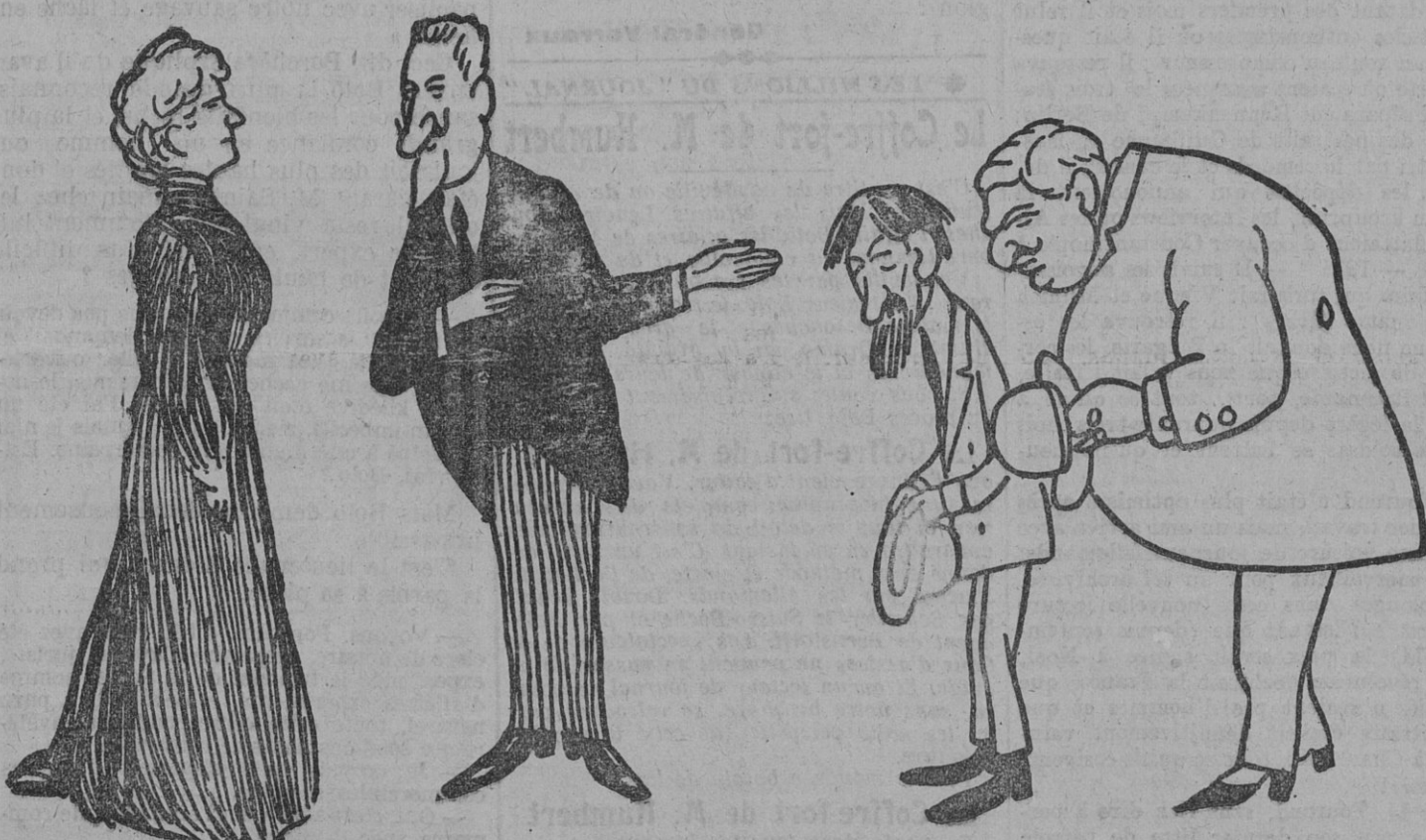
Obsèques des victimes

Aujourd'hui auront lieu les obsèques de cinq des victimes du raid aérien ennemi. Ce sont : André Dorange, 7 ans ; Mlle Chaffin, 14 ans ; M. Edouard Deberre, 55 ans ; Mme Octavie Levozy, 65 ans ; Mme Jeanne Duclerc, 31 ans.

Pour chacune des victimes, un commissaire de police de la Ville de Paris représentera le préfet de police.

Assurance populaire contre les "gothas"

Pour vingt francs, prime unique, la Compagnie française « Lloyd de France » (capital 10 millions) verse immédiatement, en cas de mort causée par un bombardement aérien, un capital de dix mille francs aux ayants droit d'un assuré non mobilisé. S'adresser à ses bureaux de Paris, 82, rue de Richelieu.



LE PRINCE. — Je vous présente mes plus fidèles courtisans, messieurs de Maurras et d'Avidet.



Mors d'Œuvre

sur le passage du marchand de sable

Les agents sont vigilants. J'en suis à ma quatrième contravention pour « lumière non voilée ». Il m'est donc permis de rire quand le gardien de ma paix nocturne, en se baladant le nez en l'air, est accroché par une poubelle insidieusement placée sur son passage et se répand sur le trottoir.

Mais il y aurait un moyen radical qui concilierait le maximum de sécurité pour les immeubles parisiens avec le minimum de risques de chute pour les agents extincteurs : ce moyen permettrait en outre d'économiser tout l'éclairage.

Ce serait le retour à la coutume du couvre-feu, généralement usitée au moyen âge.

Après le repas du soir, pris à heure fixe : « Ta... taratata... ta... ta... » une sonnerie de clairons commanderait l'extinction de la lumière artificielle, dangereux produit d'une civilisation malfaisante. Tout le monde alors se mettrait au lit. On est mieux assis que debout ; on est mieux couché qu'assis... Quand tombe la nuit, les autres animaux se couchent (tous les autres animaux, excepté les poules).

Je vous ai fait remarquer, à plusieurs reprises, que nous revenions à la barbarie. Dans la barbarie, il y a d'excellentes choses. Sur la route du retour, le couvre-feu du moyen âge est une étape intéressante.

La veille prolongée dans la nuit est un procédé anormal, impie, contraire aux intentions manifestes du Créateur qui, pour la repos des créatures, s'écria un jour : « Que les ténérailles soient ! »

Lire, le soir ? Écrire ? Causer ? Prolonger artificiellement les peines et les labeurs du jour ? Non, non : dormir ; rêver peut-être...

Mais nous ne sommes pas les maîtres de nos rêves. Nous ne sommes pas certains de toujours dormir en bons patriotes. Le chemin dangereux des songes peut nous ramener vers la paix honteuse d'autrefois, vers la paix chimérique de l'avenir.

On suggère de nos ancêtres que, dans la nuit médiévale, compléta la cloche du couvre-feu par le cri périodique du veilleur de nuit ! Ainsi, à l'heure où rôde l'esprit du mal, se trouve rompue la trame des songes coupables.

De même les pompiers nous réveilleront toutes les heures. De même, la voix de la sirène interrompra nos rêves dangereux en criant vers nous :

« Dormez en paix, Parisiens ! Les gothas ne sont pas encore venus ! »

Mais tout cela est encore un rêve. L'entends sous ma fenêtre un bruit de bottes, de bottes, et un fracas de poubelle renversée. C'est mon persécuteur habituel, c'est le gardien de ma paix nocturne qui ramasse une bûche supplémentaire.

Comme il faut que tout se paie, j'aurai demain ma cinquième contravention.

G. DE LA FOUCHARDIÈRE.

Feuilleton de L'ŒUVRE

du mercredi 6 février 1918. — N° 5.

SOUS L'AILE DES COUCOUS

(Autour d'une école d'aviation)

Par ERNEST GAUBERT

III

Du Trinquemont des Arctures apparaît (Suite)

— Avez-vous passé une bonne nuit ?
— Très bonne, Mademoiselle.
— Vous n'êtes pas fatiguée de tous ces voyages ?

— A votre service, Mademoiselle, répond Jacques, qui réprime mal un cri. Car Germaine vient de le pincer sous les draps.

Mlle Fourmignat se retire. Elle n'a jamais vu des gens mariés être si familiers entre eux !

Depuis la guerre, Castelbouzane devient trop moderne...

IV

Les As et le Cœur

Le capitaine Mordant, qui dirigeait l'école de Castelbouzane, après avoir été un des as qui abattaient le mieux au

Inaptitude

Extrait de la décision du 411^e d'infanterie en date du 27 janvier 1918 :

Remise volontaire de galons. — Ordre du régiment n° 189 :

« Le lieutenant-colonel Chaillot, commandant le 411^e, accepte à la date du 26 janvier 1918, la remise volontaire de galons du caporal Joffre pour inaptitude au commandement ».

« Le caporal Joffre est remis soldat de 1^{re} classe et affecté à la C. H. R. comme maréchal. »

Maréchal-ferrant sans doute !

C'est égal, il y a des noms qui sont prédestinés. Pourvu que le nouveau maréchal Joffre ne se laisse pas bourrer le crâne et ne se présente pas à l'Académie !

Faut-il rétablir l'absinthe ?

Un de nos confrères fait une curieuse enquête sur l'alcoolisme. Il a pris l'avis d'une brave femme qui a fait sur son mari l'étude des diverses propriétés des boissons alcooliques :

— Quand mon mari se saoulait avec de l'absinthe, a déclaré cette brave femme, il lui en coûtait une trentaine de sous. Il était parfois mauvais, mais il n'avait pas la force de me faire du mal. Il tombait sur le lit comme une masse et dormait jusqu'au lendemain... Depuis qu'il se saoule avec du vermouth, il est plus propre, mais un rien le met en fureur et il me roue de coups... En outre, il manque à sa paie sept à huit francs.

Conclusion : ne rendez pas l'absinthe aux ivrognes, mais supprimez leur aussi le vermouth... Et comme il est impossible de se procurer du pétrole...

CONSEIL DES MINISTRES

Le conseil des ministres s'est réuni hier matin, au Palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Raymond Poincaré.

M. Clemenceau, président du Conseil, a entretenu ses collègues de la situation militaire, diplomatique et politique.

Le conseil a délégué M. Colliard, ministre du travail, pour représenter le gouvernement aux obsèques des victimes de l'incendie de Moulins, en remplacement du ministre de l'armement, empêché.

M. J.-L. Dumesnil, sous-secrétaire d'État à l'aéronautique, a exposé au conseil les questions relatives à la défense de Paris contre les raids aériens.

Le sous-secrétaire d'État

au Service de Santé

Le conseil a choisi M. Mourier, député du Gard, comme sous-secrétaire d'État du service de santé, en remplacement de M. Justin Godart, démissionnaire.

M. Mourier est médecin. Il est entré à la Chambre aux élections générales de 1914 comme député de la première circonscription d'Alais (Gard). Il appartient au groupe radical-socialiste, et a été le promoteur de la loi à laquelle il a attaché son nom et qui a pour but de compléter la loi Dalbiez par la récupération d'hommes enlevés au service du front.

Pendant les deux mois qu'a duré le cabinet Poincaré, M. Mourier a été sous-secrétaire d'État à la guerre, chargé du service des effectifs.

L'équilibre budgétaire

M. Klotz, ministre des finances, a soumis au conseil des ministres, qui l'a approuvé, l'exposé rectificatif du budget de 1918 qu'il compte déposer incessamment sur le bureau de la Chambre des députés, en même temps que les mesures fiscales nouvelles dont la création est nécessaire pour assurer l'équilibre budgétaire.

Le ministre des finances a indiqué qu'il demandait au Parlement d'incorporer au budget les crédits correspondant aux arrérages des rentes 4 p. 100 émises en décembre dernier. Ces crédits s'élèvent à 390 millions.

FERRO-CERIUM

PIERRES toutes dimensions

8, rue de la République, 29, Paris.

4 septembre, Paris.

L'ŒUVRE militaire

UNE MESURE JUSTE

Il me paraît absolument inutile de dire aux Boches l'ancienneté de la classe à laquelle nos poilus peuvent être appelés à concourir à la formation des unités de l'armée active.

Appelons-la donc la classe X...

Depuis longtemps, un grand nombre d'hommes appartenant à cette classe et à celles immédiatement au-dessous faisaient déjà partie des régiments actifs. Mais le soldat simpliste ne s'expliquait pas pourquoi c'étaient les uns plutôt que les autres, et pourquoi, au lieu d'opérer classe par classe, on avait panaché, si bien que, parmi les hommes de même âge et de même situation de famille, ceux-ci étaient dans l'active, ceux-là dans la territoriale. Il s'étonnait particulièrement de voir conserver dans les régiments territoriaux presque tous les officiers et les sous-officiers, comme si l'obtention d'un grade devait avoir pour résultat l'éloignement du danger commun.

Il lui plaît aujourd'hui de constater que cette anomalie doit être réparée, en vertu de la note du général commandant en chef, du 6 janvier dernier, prescrivant ce qui suit :

Afin de... les militaires, officiers et hommes de troupe des classes X... et plus jeunes, qui se trouvent dans les unités d'infanterie territoriale, seront versés dans les unités d'infanterie pour concourir à la constitution des détachements de renfort envoyés aux corps d'infanterie actifs.

Mais qui n'entend qu'une cloche n'entend qu'un son ; et le passage d'officiers de la territoriale dans l'active soulève des protestations de la part des officiers de cette dernière, surtout en ce qui concerne les chefs de bataillon.

Si, en effet, quelques bataillons actifs viennent à être commandés par des chefs de bataillon de l'armée territoriale, ce seront des places enlevées aux capitaines de l'active proposés pour ce grade. L'avancement, qu'on trouve déjà trop lent, sera ralenti. Aussitôt on alléguera l'incompétence des officiers supérieurs de l'armée territoriale.

La question est certainement délicate. Il ne faut pas léser les intérêts immédiats des officiers de carrière. Il ne faut pas non plus mettre à la tête des bataillons des incapables ; mais l'expérience de la guerre a donné à beaucoup de nos officiers de complément des connaissances qui valent peut-être mieux que celles puisées jadis dans les écoles, et dont quelques-uns ne veulent cependant pas se défaire.

Nous souhaitons donc que le grand quartier général accorde les compensations nécessaires aux intérêts particuliers sacrifiés, tout en maintenant les règles d'égalité devant l'impôt du sang qu'il vient d'adopter.

À cet égard, tous les militaires valides doivent être au feu, quel que soit leur grade.

L'officier de service

RÉPONSES

S. Gilson. — Non, vous devez rester en sursis.

R. G. F. 1917. — Oui, d'après le règlement vous perdez vos droits à votre prochaine permission.

S. C. F., 5^e génie. — 63, avenue des Champs-Élysées.

A. L. 13. — Oui, vous avez droit au port du ruban.

LA DÉFENSE DE PARIS

Le groupe parlementaire de l'aviation a entendu hier M. J.-L. Dumesnil qui a fait un long exposé de la situation et des moyens à l'étude et en usage pour la protection de Paris.

Après un long débat, le groupe, prenant acte des mesures prises et annoncées, a exprimé sa confiance au représentant du gouvernement.

BICHAPPA, Parfumier hygien, 10, Chaussée d'Antin, PARIS

Envoie contre mandat-poste de 16 francs 6 échantillons de ses échantillons parfums : Néro, Ylang, Ylang, Sakoumala, Ambre, Chypre, Rose de Syrie

Etudes Secondaires complètes

chez soi

Brochure franco

B. Chardin

ECOLE UNIVERSELLE

par corresp.

de Paris.

L'ŒUVRE des Autres

On lira ce matin :

LE PROCÈS BOLO

J'imagine qu'après l'écrasante déposition de l'expert Doyen, le reproche de vulgarité que fait M. Capus (Figaro) à Bolo, paraîtra bien négligeable à celui-ci. Bolo, maintenant, a d'autres soucis en tête que celui de se faire passer pour un homme du monde :

Accout, geste, tenue, tout chez lui est faux et criard. Il est très caractéristique de notre société qu'avec de pareilles tares et si évidentes, cet homme n'ait jamais inspiré le moindre soupçon. On regardera plutôt de travers un monsieur discret et bien élevé, et qui cache sa vie, suivant le conseil du poète. Mais Bolo ne dissimulait que sa vie passée. L'existence qu'il menait, au moment où l'on traitait en relations avec lui, il avait l'air de vous l'avoir toute grande : y pénétrait qui voulait. On en concluait alors que son passé était aussi clair et aussi cordial. Car c'est la cordialité apparente dans la fortune qui explique certaines illusions de la société parisienne, où l'on ne regarde jamais sous son masque un homme riche qui a la main tendue.

M. Capus cite M. Arthur Meyer et Stendhal. Ce sont deux bons auteurs :

M. Arthur Meyer s'étonne de n'avoir pas eu, au cours de sa brillante carrière de journaliste et d'homme du monde, l'occasion de rencontrer Bolo. A mon avis, rien n'est plus explicable. Bolo n'était, à aucun degré, une relation pour l'élément directeur du Gaulois, lui, par la seule vertu de sa courtoisie, eût immédiatement livré l'aventurier malicieux et suspect.

« Le manque de goût mène au crime. » C'est un beau mot d'une chronique de Stendhal. Dans le crime de Bolo, on trouve encore à l'origine, entre autres raisons plus abjectes, le manque de goût.

LA DÉCLARATION

DE VERSAILLES

Le conseil de guerre interallié n'avait qu'à se taire, déclare dans la Lanterne M. Marcel Sembat, ou à parler dans le même sens que le président Wilson. Il ne s'est pas tu ni n'a parlé comme Wilson, il a donc commis une faute :

Il a mal parlé, puisque son langage n'a pas le même ton ni le même sens que le langage du président Wilson, auquel le gouvernement français a tenu à honorer de s'associer, et qui avait édicté des lois pour les peuples alliés.

Le message de Wilson était une déclaration de paix, non pas, certes, de n'importe quelle paix ; il déclarait notre paix, et les conditions dans lesquelles nous estimions le droit satisfait, et la liberté des peuples sauvegardée.

Le document publié par la Conférence de Versailles est une nouvelle déclaration de guerre : manifestation supérieure car il est inutile de proclamer qu'on part en guerre quand on se bat depuis trois ans et demi.

Objection : les Empires centraux ont repoussé les propositions Wilson :

Repoussé ? Est-ce que l'Autriche n'a pas offert publiquement d'entamer la conversation avec lui ? Proposition inacceptable, soit ! car il ne s'agissait encore que de négociations isolées. Seulement, c'était un indice important ! Nous y devons trouver la preuve de l'émou profond que les idées du président Wilson avaient produit en Autriche. Une preuve ? et quelle meilleure preuve que cette formidable agitation ouvrière qui a soulevé les travailleurs autrichiens ?

Certains journaux français nous ont d'abord conseillé de n'y point prendre garde. Ce n'est pas sérieux, écrivaient-ils, le gouvernement les encourage secrètement ! Mais les Allemands ne bougent pas !

Les Allemands ont bougé ! violemment ! En dépit des efforts tentés pour calmer ce mouvement puissant ! En dépit des menaces, et des arrestations, et de la condamnation du député Dittmann !

Si les grèves allemandes ne sont pas terminées à cette heure, elles le seront peut-être demain, grâce à la déclaration de Versailles dont le gouvernement de Berlin aura su faire usage. Telle est l'opinion de M. Sembat qui conclut en réclamant un manifeste commun des Alliés sur les buts de paix.

LA FIN DE LEURS GRÈVES

Conclusion : Hertling, Kühlmann, Czernin, Hindenburg et Ludendorff vont se réunir à Potsdam, sous la présidence de l'empereur. A eux la parole ! Les grévistes ont assez crié :

Tel est, pour le moment, l'aboutissement de cette grève générale qui a inspiré à nos illu-

sionnistes de si magnifiques espérances. Le Maître reste le Maître, et non moins absolu aujourd'hui qu'hier.

Cependant, ce serait tomber dans une sorte d'exagération de ne pas reconnaître qu'il y a quelque chose de changé en Allemagne.

Le gouvernement a triomphé, aisément triomphé. Mais il y avait eu révolte. Ce n'est point chose négligeable dans un empire où la discipline est une seconde nature.

Si, dans la victoire même, un fossé se creuse entre l'empereur et ses sujets, dans la défaite il y aura un abîme. Attendons.

Nous suivrons le conseil de M. Pierre Bertrand (Événement) : nous attendrons.

LEUR OFFENSIVE

Hier à couru dans Paris le bruit que l'offensive allemande était commencée, bruit qui faisait écho à la canonnade que, de certains points de Paris et à certaines heures, on percevait très distinctement. Renseignements pris, la canonnade entendue par les Parisiens n'annonce que l'habituelle préparation des coups de main enregistrés quotidiennement au communiqué.

La question demeure donc pendante : sur quel front se portera la grande offensive allemande ?

M. Hervé (Vieoire) souhaiterait que ce fût sur notre front français :

Ce serait à souhaiter pour nous, malgré les pertes cruelles que nous allions encore subir, car notre front est incontestablement le front le plus formidable des armées de l'Entente. C'est le front où, depuis nos victoires de la Marne et de l'Yser, nous n'avons pas eu une seule défaite, pas perdu un pouce de terrain et où l'ennemi a dû, lui-même, du côté de Noyon, de Péronne, de Bapaume, d'Arras et d'Ypres abandonner de fortes positions et une belle bande de terrain.

Outre les Français, notre front contient des Anglais, des Belges et des Portugais. Rien à craindre de ces vaillantes troupes. Malheureusement, il est probable, selon M. Hervé, que l'effort austro-allemand se produira ailleurs :

Les Allemands savent fort bien que le front italien est beaucoup moins solide militairement que le nôtre : tandis que, chez nous, nous battons sur un terrain fortifié par nous depuis quarante-deux mois, nos vaillants cousins d'Italie se trouvent derrière la Piave, un torrent souvent presque à sec, dans une plaine découverte, avec, pour abris, des fortifications construites à la hâte après la retraite de l'Isonzo. Du côté de la montagne, les Austro-Allemands occupent l'épaisseur de montagnes infranchissables qui dominent à pic la plaine italienne de Lombardie.

Quelle tentation pour eux d'essayer de renouveler sur la Lombardie le coup qui leur a si bien réussi sur la Vénétie, il y a quelques mois ! La plaine lombarde, avec Milan, quelle riche proie !

L'Apprenti

A l'Hôtel de Ville

Les boucheries municipales

La deuxième commission du Conseil municipal a continué hier les études préparatoires à l'organisation des boucheries municipales. Elle a examiné la proposition de M. Emile Desvieux, dont nous avons donné hier, la substance. Quelques objections ont été faites à l'auteur de cette proposition. La commission a d'autre part envisagé la création d'autres commissions pour la réception de la viande sur pied, la fixation du prix de la viande, etc. Enfin, elle a arrêté les termes des cahiers des charges types à imposer aux fournisseurs.

Le prix du pain

Jusqu'à ce jour, le préfet de la Seine publiait au Bulletin municipal une taxe officielle du prix du pain ; mais le décret du 30 novembre subordonne la taxe du pain, dans les communes, au taux-limite fixé par le préfet, taux qui tient compte du prix de revient des farines et des frais de panification.

Le préfet de la Seine vient donc de prendre un arrêté fixant le taux maximum du prix du pain dans le département de la Seine, à 1 franc les 2 kilos.

La protection contre les bombardements

Le gouverneur militaire de Paris a reçu de M. Chérioux une demande pour étudier la possibilité d'ouvrir les casernes des fortifications, afin de permettre aux populations d'y chercher un abri, en cas de visite des avions ennemis.

comme cela, que de liaisons j'aurais attristées ! Et je ne serais plus rien.

— Et vous ?

— Moi, je ne lis pas les accidents d'aviation et je n'entends pas quand on parle des morts. Je peux me figurer que ceux que j'ai connus sont toujours en voyage.

— Mais vos camarades femmes vous jugent sévèrement.

— Elles ont tant besoin d'indulgence pour elles qu'elles n'en ont plus pour les autres.

— Elles disent que vous n'avez pas de cœur.

— Parce qu'elles en ont trop.

Quelques jeunes hommes de lettres qui avaient préféré l'aviation aux missions en Espagne ou à l'administration formaient le groupe des intellectuels.

Il s'élevait l'âme de l'école qui comptait une dizaine de castes. Ensuite venaient les politiques, ceux qui en vain essaient, en mettant en jeu toutes leurs relations dans les ministères et les centres, d'éviter les G. D. L. et de prolonger leur brevet d'abord et leur entraînement ensuite. Ce sont les moins intéressés et les plus dédaignés des aviateurs de l'intérieur. Par eux et pour eux ce sport devient une « embuscade » ; ça que ne leur pardonneront jamais les casse-cou, ceux qui mélangent la fête et les audaces utiles ; le milieu où l'on boit ferme, court les filles, joue aux cartes et où l'on glisse parfois de l'hanissette à la coco, à la morphine et au chanvre indien. Il y a le groupe des exotiques, le groupe des enragés volontaires, le groupe des gens du monde, le groupe des jeunes industriels.

(A suivre.)

Les délégués de la Pologne discuteront-ils de la paix ?

pas admettre le droit pour le gouverne-

[illegible]

tablir dans quelle mesure le gouvernement

Taschkent

... de M. LEBLANC, secrétaire du parti so-

LA FEMME EN ORIENT

ROBERT-MERLE nouveaux riches; Nouv. Jval.
TIVOLI-CINÉMA La Petite Niniche; Sauvés des
flottes; Fyodi-Journal.

1951-1952, 1953-1954, 1955-1956, 1957-1958, 1959-1960, 1961-1962, 1963-1964, 1965-1966, 1967-1968, 1969-1970, 1971-1972, 1973-1974, 1975-1976, 1977-1978, 1979-1980, 1981-1982, 1983-1984, 1985-1986, 1987-1988, 1989-1990, 1991-1992, 1993-1994, 1995-1996, 1997-1998, 1999-2000, 2001-2002, 2003-2004, 2005-2006, 2007-2008, 2009-2010, 2011-2012, 2013-2014, 2015-2016, 2017-2018, 2019-2020, 2021-2022, 2023-2024, 2025-2026, 2027-2028, 2029-2030, 2031-2032, 2033-2034, 2035-2036, 2037-2038, 2039-2040, 2041-2042, 2043-2044, 2045-2046, 2047-2048, 2049-2050, 2051-2052, 2053-2054, 2055-2056, 2057-2058, 2059-2060, 2061-2062, 2063-2064, 2065-2066, 2067-2068, 2069-2070, 2071-2072, 2073-2074, 2075-2076, 2077-2078, 2079-2080, 2081-2082, 2083-2084, 2085-2086, 2087-2088, 2089-2090, 2091-2092, 2093-2094, 2095-2096, 2097-2098, 2099-2100, 2101-2102, 2103-2104, 2105-2106, 2107-2108, 2109-2110, 2111-2112, 2113-2114, 2115-2116, 2117-2118, 2119-2120, 2121-2122, 2123-2124, 2125-2126, 2127-2128, 2129-2130, 2131-2132, 2133-2134, 2135-2136, 2137-2138, 2139-2140, 2141-2142, 2143-2144, 2145-2146, 2147-2148, 2149-2150, 2151-2152, 2153-2154, 2155-2156, 2157-2158, 2159-2160, 2161-2162, 2163-2164, 2165-2166, 2167-2168, 2169-2170, 2171-2172, 2173-2174, 2175-2176, 2177-2178, 2179-2180, 2181-2182, 2183-2184, 2185-2186, 2187-2188, 2189-2190, 2191-2192, 2193-2194, 2195-2196, 2197-2198, 2199-2200, 2201-2202, 2203-2204, 2205-2206, 2207-2208, 2209-2210, 2211-2212, 2213-2214, 2215-2216, 2217-2218, 2219-2220, 2221-2222, 2223-2224, 2225-2226, 2227-2228, 2229-2230, 2231-2232, 2233-2234, 2235-2236, 2237-2238, 2239-2240, 2241-2242, 2243-2244, 2245-2246, 2247-2248, 2249-2250, 2251-2252, 2253-2254, 2255-2256, 2257-2258, 2259-2260, 2261-2262, 2263-2264, 2265-2266, 2267-2268, 2269-2270, 2271-2272, 2273-2274, 2275-2276, 2277-2278, 2279-2280, 2281-2282, 2283-2284, 2285-2286, 2287-2288, 2289-2290, 2291-2292, 2293-2294, 2295-2296, 2297-2298, 2299-2300, 2301-2302, 2303-2304, 2305-2306, 2307-2308, 2309-2310, 2311-2312, 2313-2314, 2315-2316, 2317-2318, 2319-2320, 2321-2322, 2323-2324, 2325-2326, 2327-2328, 2329-2330, 2331-2332, 2333-2334, 2335-2336, 2337-2338, 2339-2340, 2341-2342, 2343-2344, 2345-2346, 2347-2348, 2349-2350, 2351-2352, 2353-2354, 2355-2356, 2357-2358, 2359-2360, 2361-2362, 2363-2364, 2365-2366, 2367-2368, 2369-2370, 2371-2372, 2373-2374, 2375-2376, 2377-2378, 2379-2380, 2381-2382, 2383-2384, 2385-2386, 2387-2388, 2389-2390, 2391-2392, 2393-2394, 2395-2396, 2397-2398, 2399-2400, 2401-2402, 2403-2404, 2405-2406, 2407-2408, 2409-2410, 2411-2412, 2413-2414, 2415-2416, 2417-2418, 2419-2420, 2421-2422, 2423-2424, 2425-2426, 2427-2428, 2429-2430, 2431-2432, 2433-2434, 2435-2436, 2437-2438, 2439-2440, 2441-2442, 2443-2444, 2445-2446, 2447-2448, 2449-2450, 2451-2452, 2453-2454, 2455-2456, 2457-2458, 2459-2460, 2461-2462, 2463-2464, 2465-2466, 2467-2468, 2469-2470, 2471-2472, 2473-2474, 2475-2476, 2477-2478, 2479-2480, 2481-2482, 2483-2484, 2485-2486, 2487-2488, 2489-2490, 2491-2492, 2493-2494, 2495-2496, 2497-2498, 2499-2500, 2501-2502, 2503-2504, 2505-2506, 2507-2508, 2509-2510, 2511-2512, 2513-2514, 2515-2516, 2517-2518, 2519-2520, 2521-2522, 2523-2524, 2525-2526, 2527-2528, 2529-2530, 2531-2532, 2533-2534, 2535-2536, 2537-2538, 2539-2540, 2541-2542, 2543-2544, 2545-2546, 2547-2548, 2549-2550, 2551-2552, 2553-2554, 2555-2556, 2557-2558, 2559-2560, 2561-2562, 2563-2564, 2565-2566, 2567-2568, 2569-2570, 2571-2572, 2573-2574, 2575-2576, 2577-2578, 2579-2580, 2581-2582, 2583-2584, 2585-2586, 2587-2588, 2589-2590, 2591-2592, 2593-2594, 2595-2596, 2597-2598, 2599-2600, 2601-2602, 2603-2604, 2605-2606, 2607-2608, 2609-2610, 2611-2612, 2613-2614, 2615-2616, 2617-2618, 2619-2620, 2621-2622, 2623-2624, 2625-2626, 2627-2628, 2629-2630, 2631-2632, 2633-2634, 2635-2636, 2637-2638, 2639-2640, 2641-2642, 2643-2644, 2645-2646, 2647-2648, 2649-2650, 2651-2652, 2653-2654, 2655-2656, 2657-2658, 2659-2660, 2661-2662, 2663-2664, 2665-2666, 2667-2668, 2669-2670, 2671-2672, 2673-2674, 2675-2676, 2677-2678, 2679-2680, 2681-2682, 2683-2684, 2685-2686, 2687-2688, 2689-2690, 2691-2692, 2693-2694, 26

sur demande : Usines de NANTERRE (Seine).

21. Boul' HAUSMANN Telach. Gnt. 78-26.

TIVOLI-CARLINA (auves; Tivoli-Journal.
